



*Dans les DDETS, dans les DREETS et en administration centrale :*

## **Trop, c'est trop ! Mobilisons-nous pour défendre le service public et nos conditions de travail**

### **Toutes et tous à Paris le 15 mars pour une manifestation et un grand meeting !**

Après deux années de crise sanitaire, la situation de nos services est catastrophique : surcharge de travail pour certain-e-s, isolement pour d'autres, perte de liens avec le collectif pour toutes et tous, perte de sens compte tenu des directives gouvernementales contraires à la réglementation, sans compter la crainte de sanction disciplinaire pour peu qu'un-e agent-e exige d'une entreprise de véritables mesures de prévention !

Nos organisations du travail sont fragilisées par des réorganisations successives (dont la dernière en date, l'OTE, continue de dégrader fortement les conditions de travail des agent-e-s), des sous-effectifs structurels, des moyens matériels insuffisants, une perte de sens et une démotivation face à un management obnubilé par les chiffres, tableaux de bord et autres communications sur l'activité supposée des services.

**Le temps est venu de nous mobiliser pour marquer notre colère :**

- Notre colère face au blocage de nos rémunérations, alors que le coût de la vie explose !
- Notre colère face aux nombreux dysfonctionnements liés à l'OTE : des projets de déménagements où les agent-es ne sont plus des travailleur-ses devant disposer d'un espace suffisant, mais des sièges à caser ; des retards de plusieurs mois sur la paie en cas de changement de situation, des difficultés pour tout, des remboursements non effectués, des systèmes informatiques bloqués,... Nous perdons un temps fou et une énergie précieuse dans ces soucis du quotidien !
- Notre colère face à la situation des effectifs : des postes vacants partout, un fonctionnement en mode « minimum vital » qui se généralise, des collègues qui craquent !
- Notre colère face au sort réservé aux contractuel.le.s qui servent de bouche-trou face à l'urgence, qui sont mal rémunéré-es et à qui l'administration ne propose évidemment rien une fois leur mission achevée !
- Notre colère face aux objectifs chiffrés qui reviennent en force, alors qu'ils n'ont aucun effet positif sur le service public, mais qu'ils pourrissent nos conditions de travail !
- Notre colère face aux réformes successives de pseudo-simplification dont le seul objectif est de réduire les droits des salarié-es, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers et de les éloigner de nos services !

Quelles réponses apportent nos Ministres face à cette situation dont ils ne peuvent ignorer le caractère catastrophique ? Des miettes en matière de rémunération, des efforts notables mais très insuffisants en matière de promotion, des « recalibrages » qui correspondent en réalité à des suppressions de postes dont le nombre n'est même pas admis ! Dans les pôles emploi-solidarité, c'est une nouvelle vague de suppressions et d'externalisations qui se prépare au prétexte de la « revue des missions ».

Et surtout, ils font la sourde oreille à notre souffrance, alors même que se multiplient les alertes pour danger grave et imminent et les tentatives de suicides en lien avec le travail. Celles et ceux qui refusent de subir la situation, en dénonçant collectivement les intérim structurels par exemple, sont menacé-es de sanction.

Et pendant ce temps, Muriel PENICAUD, ancienne Ministre du travail, l'une des responsables de la situation catastrophique que nous dénonçons et celle sous laquelle l'inspection du travail a été la plus réprimée et muselée, entend prendre la tête de l'OIT, organisation internationale supposée défendre les droits des travailleur-es ! C'est le monde à l'envers ! Elle sera auditionnée le 15 mars par le conseil d'administration de l'OIT pour défendre sa candidature. Faisons du bruit devant les locaux de l'OIT !

Il est urgent d'en finir avec les organisations du travail pathogènes, avec la politique du chiffre en lieu et place d'un travail de qualité, d'en finir avec la mise sous pression des agent-es, de faire confiance à l'ensemble des agent-es des Ministères Sociaux qui font chaque jour tout ce qu'elles et ils peuvent pour rendre un service public de qualité, de valoriser leur activité et de montrer un soutien public fort lors des entraves, menaces et agressions.

Il faut redonner aux agent-e-s, l'envie d'effectuer un travail de qualité, les moyens d'exercer dans de bonnes conditions, en rompant avec la politique du chiffre, en réglant les dysfonctionnements matériels, en recrutant massivement et formant urgemment des agent-es pour pouvoir réussir à mener nos missions et retrouver du sens au travail.

**Nos organisations appellent à une journée nationale de mobilisation le 15 mars 2022 :**

**A 14 heures**, marchons du bureau international du travail (M Ségur) jusqu'aux Ministères sociaux  
et exigeons d'être reçu-es par les Ministres ;

**A partir de 18 heures**, retrouvons nous **pour un grand meeting**, en défense de nos missions et de nos conditions de travail  
à la **MAISON DES METALLOS** 94 rue Jean-Pierre Timbaud, 75011 Paris (M Couronnes)

**Plus que jamais, soyons déterminé-es et solidaires, pour défendre le service public et nos conditions de travail !**

*Rapprochez-vous des militant-e-s syndicaux dans vos départements pour la prise en charge des frais de transport et les autorisations d'absence. Un préavis de grève est également déposé.*